

mais d'autres rongent leur frein et quand les protestants leur demandent comment ils peuvent rester dans une religion qui les prive du libre exercice de leurs droits de citoyens, leur réponse révèle la colère qui gronde au fond de leurs âmes.

Combien faudra-t-il de générations pour que ces sentiments se traduisent en faits lamentables ?

De ce que nous venons de dire, faut-il conclure que nous sommes opposé à l'intervention du clergé dans la politique ? Non, nous demandons simplement qu'on prévienne des scandales comme celui qui vient de se produire, en se conformant aux règles de conduite tracées au clergé par Mgr Conroy, parlant au nom du Saint-Siège et par les évêques de la province dans une circulaire bien connue. Nous voulons que le clergé conserve son influence dans l'intérêt de la religion et de la patrie, qu'il garde toute sa force pour les circonstances critiques où il sera appelé comme par le passé à sauver notre nationalité en danger. Nous demandons que la balance de la justice soit tenue égale entre les deux partis et que si quelque faute grave forçait le clergé à intervenir dans la politique, le mouvement parte d'en haut, des évêques. Nous voulons enfin qu'on ne puisse pas dire plus tard que le clergé qui a rendu tant de services au pays, qui est le boulevard de notre nationalité, aura été la cause de ses malheurs et des malheurs de la religion.

Peut-être nous en voudra-t-on d'avoir eu l'audace de dire ces vérités, mais malheureusement pour notre tranquillité et notre intérêt personnel, nous ne pouvons résister au besoin de dire ce que nous croyons vraiment utile à la religion et à la patrie. Nous croyons qu'il est des circonstances où c'est un devoir de parler, de faire luire à travers les fumées de l'opinion qui aveugle les individus comme les nations, les rayons de la vérité qui seule peut les sauver. Nous espérons qu'il se trouvera parmi les conservateurs qui pensent comme nous, quelqu'un qui aura le courage de ses opinions, de ses convictions.

Il est difficile, disait un conservateur, de blâmer ce qui nous est utile. C'est vrai, et c'est parce que l'esprit de parti menace de tout détruire dans notre pays, que nous demandons l'union de tous les hommes de bonne volonté la formation d'un parti assez fort et assez respectable pour rendre impossibles tant d'abus déplorables.

L.-O. DAVID.

1er ET 4 JUILLET

L'anniversaire de la Confédération a passé, cette année, comme d'ordinaire, sans créer d'enthousiasme et presque inaperçu. Cette fête, qui ne rappelle qu'un événement politique, n'a pas le don de nous émouvoir. Il faudrait, pour impressionner l'esprit populaire, que cet événement, qui était un enfantement national, qui marquait la naissance d'un nouveau peuple, eût été marqué lui-même par des actes extraordinaires, par le fer et le feu, au lieu de s'être accompli sans commotion. Le public est fait ainsi. Il se passionne pour le héros d'une bataille, pour le nom d'un général d'armée, mais il ne sait pas apprécier les services beaucoup plus importants parfois que rendent les hommes pacifiques, les politiques, les savants, les vrais bienfaiteurs de l'humanité. Sa mémoire ne conserve que les impressions vives frappées par l'imagination. Dans le même homme, il admirera plutôt les actions d'éclat que les actes de politique. Napoléon législateur serait depuis longtemps oublié, s'il n'eût été doublé du guerrier, et pourtant l'on sait ce que ses guerres ont coûté de sang à la France et combien peu elles lui ont rapporté en définitive.

On s'explique aisément que la célébration du 4 juillet (*the glorious Fourth*) provoque plus d'excitation chez nos voisins que le 1er juillet ici. C'est qu'il rappelle une lutte sanglante, des batailles, du sang répandu, une indépendance con-

quise, tandis que notre fête nationale ne rappelle que des combats politiques et des luttes diplomatiques, généralement peu comprises du peuple. Au reste, on constate aux Etats-Unis que l'ardeur primitive diminue chaque année au sujet du grand anniversaire. Plus on s'éloigne de l'événement et moins il impressionne. Les générations prochaines, tout entières à leur vie nationale, ne connaissant que par ouï-dire ce qu'il en a coûté aux ancêtres pour la leur léguer, ne s'arrêteront guère à méditer sur ce sujet. Un peuple ne vit pas de souvenirs, et l'histoire ne remonte pas. Plus tard, nos arrière-neveux se reporteront-ils avec plus de plaisir vers l'époque de la fondation de la Confédération ? La postérité ne saurait, en tous cas, refuser son admiration aux fondateurs qui ont créé ce grand œuvre. Mais il est probable, aussi, que dans un siècle il ne restera plus de la Confédération canadienne et de l'Union américaine que des États indépendants et fractionnés qui donneront à l'Amérique du Nord la configuration de l'Europe avec ses peuples divers. Les Etats-Unis seront disloqués depuis longtemps, et le Canada, trop vaste, aussi. Le régime fédéral n'aura été pour les deux pays qu'un régime transitoire, et il ne sera plus question du *Glorious Fourth* comme du 1er juillet que dans les livres.

A. GÉLINAS.

DEUX ÉCOLES

Nous avons entendu dire beaucoup de bien des écoles catholiques de filles tenues par Mlle Généreux et Mme Marchand, sous le contrôle des commissaires d'écoles. Nous avons pu juger par nous-même que ce qu'on disait était vrai.

Nous avons déjà loué les efforts que les commissaires d'écoles catholiques font pour donner aux garçons une instruction pratique. Nous avons vu avec plaisir qu'ils ont compris la nécessité d'en faire autant pour les filles, et heureusement ils ont trouvé dans les personnes de Mme Marchand et de Mlle Généreux, des femmes aussi dévouées qu'intelligentes et instruites qui, connaissant les besoins de notre société, ont su répondre aux vœux et aux désirs du public. Obligées toutes deux de se livrer aux pénibles fonctions de l'enseignement après avoir occupé dans notre société une excellente position, elles possèdent à un haut degré tout ce qu'il faut pour donner aux enfants confiées à leurs soins non seulement une bonne éducation, des manières polies, l'art du savoir vivre, mais encore ces connaissances pratiques si nécessaires dans un pays où toutes les femmes devraient travailler.

Les échantillons d'ouvrages domestiques exposés aux regards des personnes qui assistaient aux séances données par ces deux institutrices étaient un témoignage frappant de l'excellence de leur enseignement. Il y en avait de toutes sortes, en coton, en toile depuis le tapis de lisières comme sous le nom de catalogue jusqu'à la chemise fine. Chez Mme Marchand, on remarquait des cahiers contenant les ouvrages à l'aiguille ou au tricot faits par ses élèves, souvent par des enfants. Ce ne sont pas seulement des broderies, des ouvrages de fantaisie en chenille ou en dentelle, c'est tout ce qu'il y a de plus utile.

Nous apprenons avec plaisir que ces cahiers admirables seront exposés l'automne prochain à Ottawa et à Montréal. Nous sommes sûr qu'ils feront sensation.

On y admirera aussi les cahiers de dessin et ceux contenant les devoirs journaliers des élèves.

Pour encourager ce système d'instruction nationale et pour manifester leur appréciation du mérite de Mme Marchand et de Mlle Généreux, deux médailles en or leur ont été données, l'une par M. le curé Rousselot et l'autre par M. P. S. Murphy, deux des commissaires des écoles catholiques.

M. Murphy remplit ses fonctions de commissaire avec un zèle et un dévouement dont le public devra lui savoir gré. Il est l'auteur de plusieurs des réformes destinées à rendre l'instruction pratique.

L.-O. D

LA COLONISATION

On a beaucoup écrit, parlé et pris des résolutions patriotiques, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, au sujet de la colonisation. On a même, je crois, organisé une société de colonisation avec capital.

Tout cela est très beau, très joli, très louable, très patriotique, mais atteindra-t-on le but qu'on se propose ? arrêter les progrès malsains de l'émigration par la colonisation. Tout en aimant à le croire, nous avons cru devoir apporter notre pierre à cet édifice national, en soumettant respectueusement au comité d'organisation les quelques réflexions suivantes.

Oui, la colonisation est une chose admirable, car la charrue est l'instrument le plus glorieux d'un pays, mais quel est donc l'homme qui, à moins d'être trappeur, entreprendra courageusement ce travail d'Hercule, quand il s'agit de le commencer par le défrichement de terres incultes ? Quel est donc le travailleur qui osera entreprendre dix années d'une existence mercenaire, avant de pouvoir récolter son pain quotidien, avant d'avoir un petit champ clos, une chaumière, une étable et un pré verdoyant où il mènera, comme les premiers patriarches, paître son troupeau ? Vous avouerez que cela est peu attrayant, non-seulement pour des capitalistes généreux, mais surtout pour des hommes de labour, quand d'autres riches contrées tendent leur sein tout préparé à la semence ; quand, pour d'autres, l'enivante fumée des usines et des fabriques les fascine et les attire à la voix du dieu dollar !

Aussi croyons-nous qu'il serait plus rationnel, plus sensé, plus profitable de commencer pratiquement. Comment ?..... Comme la France a fait à Cayenne, l'Angleterre en Australie. 1o. Le défrichement des terres par les *forçats*, les *convicts* ; 2o ensuite la colonisation, soit par ces mêmes individus si vous ne transportez pas après ce premier défrichement ces pénitenciers agricoles plus loin, ou bien alors la colonisation, par la vente du terrain défriché, par les gens du pays. Tel est le moyen que nous croyons le plus pratique.

Voyez les forêts de Cayenne qui étaient autrement difficiles à défricher que vos forêts canadiennes, ce qu'elles rapportent aujourd'hui ? Des milliers et des milliers d'hectares sont aujourd'hui en production. De même en Australie. Ayez donc d'abord une colonie de défrichement avec ces éléments que leur conduite a fait rejeter de la société. Au lieu d'employer les fonds votés à bâtir des pénitenciers princiers, bâtissez des colonies de défrichement avec les forçats, et vous serez non-seulement dans la voie véritable de la colonisation, mais vous rendrez aussi service à ces pauvres malheureux enfermés dans vos pénitenciers : le grand air, la nature apaisera leurs passions malsaines. Alors, la société qui a le droit de punir, aura peut-être le droit d'améliorer le sort de ces malheureux en en faisant des colons, ce qui sera une cause de double bien-être pour le pays, c'est-à-dire en opérant pour eux et par eux le défrichement moral et matériel. Défrichement moral qui vous permettra de faire de ces réprouvés des colons, des travailleurs, des êtres honnêtes et sociables ; défrichement matériel, lequel, une fois accompli, sera envahi par une armée de cultivateurs qui fera la richesse de votre pays, n'ayant plus à reculer devant les difficultés du défrichement.

GASTON P. LABAT.

" B " Bty. Kingston, 8 juillet 1880.

J'étais arrêté depuis quelques minutes sur un trottoir.

Un sergent de ville vient à moi et me dit brusquement :

— Dispersez-vous !
— Mais je suis tout seul, objectai-je.
— Ça ne fait rien, dispersez-vous !

* * *

On demande à bébé ce qu'il fait à l'école.

— Lis-tu ?
— Non.
— Écris-tu ?
— Non plus.
— Mais que fais-tu alors ?
— J'attends qu'on sorte.

L'ATHÉNÉE

Je suis pour l'Athénée comme j'étais pour l'Académie. Ces deux idées dans un jeune pays, sont une seule et même chose. Bonnet blanc, blanc bonnet. Vid l'Athénée !

Quand on a combattu le projet d'académie j'ai dit qu'avant cinq ans ce projet serait mis à exécution par ceux-là même qui cherchaient à le détruire. Je le dis encore.

Si je n'en ai pas parlé dans mon rapport à la commission des lettres, c'est uniquement parce que je voulais éviter d'envenimer le débat en me faisant, moi déjà attaqué, le porte-étendard d'une idée que M. Gélinas trouve ridicule sous le nom d'académie et qu'il épouse sous le nom d'Athénée. Loin d'y avoir renoncé, je savais que mon silence permettrait à plusieurs personnes de proposer—ce qui était convenu—un plan analogue.

Pourvu que la chose réussisse, je ne me préoccupe pas d'en être regardé comme le père, le parrain, le tuteur ou le défenseur.

M. Gélinas me connaît peu. Il s'imagina qu'il suffit de me contredire pour que je change d'opinion du jour au lendemain. J'ai souvent avoué mes torts, lorsqu'on me les a démontrés, mais dans le cas actuel, comme on me donne raison sur toute la ligne, je serais bien sot de baisser pavillon parce que M. Gélinas devient grincheux chaque fois qu'on prononce devant lui ces deux mots : " Académie, Tardivel."

Non ! ce n'est pas comme à l'Académie !

BENJAMIN SULTE.

M. L.-H. Fréchette est parti pour l'Europe où il va recevoir la haute récompense qui lui a été décernée. Le prix en argent n'est pas aussi considérable qu'on disait—il n'est que de 2,500 francs—mais combien paieraient des milliers de francs pour avoir un pareil honneur !

M. Fréchette pourra assister à la séance de l'Académie du 5 août prochain, où il sera couronné. Les journaux français nous apprendront sans doute ce qui se passera. Jusqu'à présent, ils n'ont presque rien dit.

M. Gustave Drolet est aussi parti pour Paris.

Nous souhaitons à nos deux distingués compatriotes un bon voyage.

Plus nous en aurons comme eux qui voyageront en Europe, plus nous y serons favorablement connus. Il en est d'autres qui devraient rester ici ; on devrait les payer pour les empêcher de partir, afin qu'ils ne fassent pas rire d'eux et de nous par là.

M. Pagnuelo nous envoie, trop tard pour notre numéro de cette semaine, une correspondance dans laquelle il se plaint de la manière dont M. Gélinas a apprécié ce qu'il a fait à Québec. M. Pagnuelo dit que ses suggestions ont été bien accueillies par la Commission dont il faisait partie, entr'autres celle ayant pour but d'exiger un degré en droit de tout étudiant demandant à être admis au barreau et au notariat. Il dit qu'il si cette proposition n'a pas été insérée dans le rapport de la Commission, c'est uniquement parce que M. Gélinas a pris sur lui de l'en exclure.

Il reproche à M. Gélinas de ne pas mentionner l'amendement qu'il a fait adopter pour que les examens pour admission à l'étude des professions libérales fussent faits par des examinateurs choisis par les membres de chaque profession.

Quant aux renseignements qu'il a demandés sur l'Athénée, il trouve puéris qu'on lui fasse un crime d'avoir cherché à comprendre le projet dont il s'agissait.

ON A BESOIN !

D'un solliciteur et collecteur énergique, parlant les deux langues, a qui nous donnerons un encouragement libéral. S'adresser à nos bureaux, 5 et 7, rue Bleury. Nul ne devra se présenter sans avoir les meilleures références.